

Unité départementale d'Eure-et-Loir
5 Place de la République – CS 70527
28019 CHARTRES Cedex

Chartres, le 10/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



DELPHARM

Rue de l'Isle
BP 103
28380 ST REMY SUR AVRE

Références : 0010004799/RAPVI/IC220285

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2022 dans l'établissement DELPHARM implanté Rue de l'Isle BP 103 28380 ST REMY SUR AVRE. L'inspection a été annoncée le 06/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELPHARM
- Rue de l'Isle BP 103 28380 ST REMY SUR AVRE
- Code AIOT dans GUN : 0010004799
- Régime : Declaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'établissement de Saint-Rémy-sur-Avre, sous-traitant pharmaceutique, est spécialisé dans la production de médicaments stériles, liquides ou lyophilisés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites données à l'inspection du 22 avril 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suite de l'inspection du 22 avril 2021 - NC1	Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 4.3.9.1	/	Sans objet
Suite de l'inspection du 22 avril 2021 - NC2	AP Complémentaire du 04/11/2020, article 4	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suite de l'inspection du 22 avril 2021 - NC3	Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 7.6.7	/	Sans objet
Suite de l'inspection du 22 avril 2021 - NC4	AP Complémentaire du 04/11/2020, article 5	/	Sans objet
Suite de l'inspection du 22 avril 2021 - NC5	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Art.30-36°	/	Sans objet
Suite de l'inspection du 22 avril 2021 - NC6	Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 9.2.1	/	Sans objet
Suite de l'inspection du 22 avril 2021 - NC7	Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 7.3.3	/	Sans objet
Suite de l'inspection du 22 avril 2021 - NC9	Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 6.2.2 et 6.2.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suite de l'inspection du 22 avril 2021 - NC8	Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 3.2.1	/	Sans objet
Suite de l'inspection du 22 avril 2021 - NC10	Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 7.2.1	/	Sans objet
Suite de l'inspection du 22 avril 2021 - NC11	Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 7.6.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats sont principalement dus à l'absence de dimensionnement et de mise en oeuvre des moyens pour réduire les impacts de l'établissement en termes de pollution aqueuse et d'émissions diffuses de composés organiques volatils à l'atmosphère.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Suite de l'inspection du 22 avril 2021 - NC1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans une station d'épuration collective
Prescription contrôlée : Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : Température < 30°C pH compris entre 6,5 et 8,5 Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : Débit de référence Maximal : 137 m3/jour C: Concentration moyenne journalière (mg/l) F: Flux maximal journalier MES C: 176 F: 19 kg/j DBO5 C: 219 F: 57 kg/j DCO C: 621 F: 115 kg/j Azote K C: 21 F : 3,15 kg/j P C: 5 F : 0,84 kg/j Se C: 0,015 F: 2 g/j Phénols C: 0,015 F: 2 g/j CN C: 0,015 F: 2 g/j Cd C: 0,003 F: 0,4 g/j Cr C: 0,015 F : 2 g/j Cu C: 0,132 F: 18 g/j Hg C: 0,0003 F: 0,04 g/j Ni C: 0,015 F: 2 g/j Pb C: 0,015 F: 2 g/j Zn C: 0,18 F: 24,6 g/j Métaux totaux C: 1 F: 48,3g/j
Constats : Dépassements des valeurs limites en volume journalier rejeté, en pH, en température sur la période du 1er mars au 15 juin 2021.
Observations : Inspection du 23 avril 2021 NC1 : Dépassements des valeurs limites en volume journalier rejeté, en pH, en température (campagnes 2020). Réponse du 23 juillet 2021 : L'étude technico-économique demandée sur les possibilités de réduction de la pollution aqueuse devrait nous orienter sur les solutions à adopter. En attendant, avec la production du vaccin et l'utilisation plus importante de produits de nettoyage de nos cuves, nous suivons plus fréquemment ces 3 paramètres. L'inspection relève en inspection que des dépassements sont toujours constatés sur ces trois paramètres et que le paramètre pH est relevé toutes les heures. Les relevés transmis sur la période du 1er mars au 15 juin 2021 relèvent sept dépassement du volume journalier rejeté, des dépassement de la limite basse de pH prescrite à 6,5 au-dessus de 5,5 et des dépassements réguliers avec une tendance à la hausse de la température des effluents mesurée entre 20°C et 37 °C. A notre connaissance, les dépassements de ces valeurs limites n'ont jusqu'à présent occasionnés aucun dysfonctionnement de la station d'épuration communale. L'exploitant précise qu'il doit renégocier fin avril la convention de déversement dans la station d'épuration et évaluer avec le gestionnaire la possibilité de modifier les valeurs admises en rejet dans le réseau d'assainissement communal suite aux différentes évolutions du site depuis 2012.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite de l'inspection du 22 avril 2021 - NC2

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/11/2020, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Etude technico-économique
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet à Madame la Préfète une étude technico-économique sur les possibilités de réduction de la pollution aqueuse et sur les moyens garantissant le respect des Valeurs Limites d'Emission en température, phénol et cadmium fixées à l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral susvisé en respectant les délais suivants : <ul style="list-style-type: none">• Transmettre un devis de réalisation de l'étude citée ci-dessus sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral ;• Transmettre un bon de commande de l'étude citée ci-dessus sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral ;• Transmettre l'étude citée ci-dessus sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral ;• L'exploitant met en place les moyens définis dans l'étude citée ci-dessus sous 12 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.
Constats : L'étude technico-économique portant sur les possibilités de réduction de la pollution aqueuse n'a pas été transmise à l'inspection
Observations : Inspection du 22 avril 2021 NC2 : L'étude technico-économique sur les possibilités de réduction de la pollution aqueuse n'a pas été transmise. Réponse du 23 juillet 2021 : Nous avons passé commande auprès de Bureau Veritas pour la réalisation de cette étude technique dans un premier temps. L'exploitant transmet en pièce jointe un bon de commande n° 686247 du 30 juillet 2021 relatif à la proposition commerciale de BUREAU VERITAS n°:0797382-210708-2970997 du 26 juillet 2021. L'exploitant indique en inspection que l'étude technico-économique n'est pas finalisée et précise que le lancement de cette étude a été réalisé le 17 mars 2022. Par courrier du 6 mai 2022 transmis en préfecture avant rédaction du rapport, l'exploitant indique qu'une première visite sur site du prestataire a eu lieu le 26 avril 2022 et qu'une première série de questions lui a été transmise le 3 mai 2022. Le prestataire prévoit un premier rendu de rapport pour fin Juin 2022. L'exploitant s'engage à fournir l'étude technico-économique avant le 15 Septembre 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite de l'inspection du 22 avril 2021 - NC3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 7.6.7
Thème(s) : Risques accidentels, Déchargement
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.
Constats : Ce point n'a pas été examiné en inspection. Le constat de l'inspection précédente est maintenu : Le dépotage de la cuve de fuel de 3000 litres se fait sur une aire non étanche.
Observations : Constat du 22 avril 2021 NC3 : Le dépotage de la cuve de fuel de 3000 litres se fait sur une aire non étanche. Réponse du 23 juillet 2021 : Le dépotage ayant lieu tous les deux ans, nous recherchons une solution de type « rétention souple » à installer sous la cuve lors du dépotage. Une consigne affichée près de la cuve expliquera le mode opératoire d'utilisation de ces rétentions. Nous prévoyons une mise en place pour fin septembre 2021. Pas de dépotage prévu le jour de l'inspection. L'examen de la consigne de dépotage n'a pas été réalisé en inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite de l'inspection du 22 avril 2021 - NC4

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/11/2020, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, émissions diffuses de solvant
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet à Madame la Préfète une étude technico-économique présentant les solutions sur les modes de captation et de traitement à mettre en place afin de réduire les émissions diffuses de COV et de respecter les VLE des rejets atmosphériques fixées à l'article 30 – 36° de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral susvisé en respectant les délais suivants : <ul style="list-style-type: none">• Transmettre un devis de réalisation de l'étude citée ci-dessus sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral ;• Transmettre un bon de commande de l'étude citée ci-dessus sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral ;• Transmettre l'étude citée ci-dessus sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral ;• L'exploitant met en place les moyens définis dans l'étude citée ci-dessus sous 12 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.
Constats : L'étude technico-économique sur les modes de captation et de traitement des émissions diffuses de COV n'a pas été transmise.
Observations : Constat du 22 avril 2021 NC4 : L'étude technico-économique sur les modes de captation et de traitement des émissions diffuses de COV n'a pas été transmise Réponse de l'exploitant du 23 juillet 2021 : Priorité est donnée cette année sur l'étude technico-économique sur les possibilités de réduction de la pollution aqueuse. Nous effectuerons les demandes sur le dernier trimestre de 2021. L'exploitant indique en inspection qu'il n'a pas avancé sur ce sujet. Cette étude technico-économique permettra à l'instar de l'étude technico-économique sur les possibilités de réduction de la pollution aqueuse de dimensionner les moyens adéquats pour respecter le flux annuel des émissions diffuses de COV, objet de l'écart NC5 d'autant que les normes qualité et pharmaceutiques imposent des opérations de nettoyage avec des solvants pour éviter toute contamination. Par courrier du 6 mai 2022 transmis en préfecture avant rédaction du rapport, l'exploitant indique avoir effectué des demandes de devis pour cette étude début mai 2022 et s'engage à : <ul style="list-style-type: none">• Passer commande pour la prestation associée avant le 31 Juillet 2022• Fournir l'étude technico-économique avant le 31 décembre 2022
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite de l'inspection du 22 avril 2021 - NC5

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Art.30-36°
Thème(s) : Risques chroniques, Flux annuel des émissions diffuses
Prescription contrôlée : 36 - Nettoyage de surfaces (Toute activité de nettoyage ou de dégraissage de surfaces utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques. Une activité de nettoyage constituée de plusieurs étapes se déroulant avant et après une autre activité est considérée comme une seule activité.) Si la consommation de solvants est supérieure à 2 tonnes par an, les dispositions du premier alinéa du a du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes : La valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés organiques volatils à l'exclusion du méthane est de 75 mg/m3. Le flux annuel des émissions diffuses de ces composés ne doit en outre pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée ; ce taux est ramené à 15 % si la consommation de solvants est supérieure à 10 tonnes par an. Si la consommation de solvants de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrase de risque R 45, R 46, R 49, R 60, R 61 ou halogénés étiquetés R 40 est supérieure à 1 tonne par an, les dispositions du deuxième alinéa du c du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes : La valeur limite de la concentration globale des solvants à phrase de risque R 45, R 46, R 49, R 60, R 61, exprimée en masse de la somme des différents composés, est de 2 mg/m3. La valeur limite de la concentration globale des solvants halogénés « de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68 », exprimée en masse de la somme des différents composés, est de 20 mg/m3. Le flux annuel des émissions diffuses de ces solvants ne doit en outre pas dépasser 15 % de la quantité de solvants utilisée ; ce taux est ramené à 10 % si la consommation de solvants est supérieure à 5 tonnes par an.
Constats : Le flux annuel des émissions diffuses (liées principalement aux procédés de nettoyage) dépasse 20 % de la quantité de solvant acheté (55% en 2021)
Observations : Constat du 22 avril 2021 NC5 : Le flux annuel des émissions diffuses (liées principalement aux procédés de nettoyage) dépasse 20 % de la quantité de solvant utilisés (81 % en 2020, 85 % en 2019 et 78 % en 2018). Réponse du 23 juillet 2021 : Les normes qualité et pharmaceutiques imposent ces opérations de nettoyage afin d'éviter toute contamination. Nous allons cependant étudier la réalisation d'une étude technico-économique comme demandé dans l'article 5 de l'APC du 4 novembre 2020. Le plan de gestion des solvants établi pour 2021 présenté en inspection indique des rejets diffus de 4,3 tonnes pour 7,8 tonnes de solvant achetées soit environ 55% d'émissions diffuses de COV.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite de l'inspection du 22 avril 2021 - NC6

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, VLE dans les rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Autosurveillance des émissions atmosphérique cf AP Périodicité triennale
Constats : La fréquence triennale de mesure des rejets atmosphériques des chaudières n'est pas respectée. La conformité des rejets n'a donc pas pu être vérifiée.
Observations : Inspection du 23 avril 2021 NC6 : La fréquence de mesure des rejets atmosphériques n'est pas respectée. La conformité des rejets n'a donc pas pu être vérifiée. Réponse du 23 juillet 2021 : Un bon de commande a été émis pour une prestation de mesures au rejet des chaudières sur le 3e trimestre de 2021. Le rapport d'analyses vous sera transmis à réception. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les résultats du contrôle prévu fin 2021 mais justifie que le prochain contrôle triennal des rejets atmosphériques est programmé le 22 juin 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite de l'inspection du 22 avril 2021 - NC7

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Les installations électriques ne sont pas maintenues en bon état.
Observations : Inspection du 23 avril 2021 NC7 : Les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Réponse du 23 juillet 2021 : Sur les 23 non conformités issues du rapport Q18 d'août 2020, 19 ont été traitées au 15 juin 2021. Les 4 restantes nécessitent une coupure électrique générale planifiée le 13 août 2021. Nous vous transmettons le rapport Q18 d'août 2021 attestant du traitement effectif des non-conformités relevées en 2020. L'inspection relève que la vérification périodique par l'APAVE en août 2021 relève une réduction à 8 observations entre les rapports 2020 et 2021 cependant le compte-rendu Q18 conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Par courrier transmis le 6 mai 2022 avant rédaction du rapport, l'exploitant indique que sur les 8 non conformités issues du rapport Q18 d'août 2021 : <ul style="list-style-type: none">• 3 ont été traitées au 06 mai 2022.• Les 5 restantes nécessitent une coupure électrique générale planifiée durant l'arrêt technique de l'été 2022 et qu'un bon de commande pour les lever est établi. L'exploitant précise qu'il transmettra le rapport Q18 d'août 2022 attestant du traitement effectif des non-conformités avant le 30 octobre 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conduits et installations raccordées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.</p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.</p> <p>Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.</p> <p>Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées.</p> <p>Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.</p> <p>La dilution des rejets atmosphériques est interdite.</p>
Constats : Le plan des rejets à l'atmosphère est à jour au 12 avril 2022.
<p>Observations : Inspection du 22 avril 2021 NC8 : Le plan des rejets atmosphériques n'est pas à jour</p> <p>Réponse du 23 juillet 2021 : Le plan sera mis à jour après retrait définitif des installations PK /LEALL / TK Fielder dont les travaux - en cours lors de votre visite - ne sont pas encore terminés. Date prévue : fin septembre 2021.</p> <p>Un plan de rejets dans l'air au 1/750 réactualisé et validé le 12 avril 2022 a été remis en inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 6.2.2 et 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques
<p>Prescription contrôlée : Article 6.2.2. Valeurs Limites d'émergence Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) J : 6dB(A) N: 4dB(A) Supérieur à 45 dB(A) J : 5 dB(A) N: 3 dB(A)</p> <p>Article 6.2.3. Niveaux limites de bruit Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : PERIODES PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés) PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés) Niveau sonore admissible en limite de propriété (points 1 à 5) J: 70 dB(A) N: 60 dB(A) Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'Article 6.2.2. , dans les zones à émergence réglementée. Les zones à émergence réglementée ainsi que les points 1 à 5 sont définis sur le plan annexé au présent arrêté.</p>
Constats : Dépassement en émergence des niveaux sonores de nuit au point 2.
<p>Observations : Inspection du 2 avril 2021 NC9 : Le rapport de contrôle triennal des niveaux sonores relève des dépassements en émergence en ZER au point 2 (R3) en périodes diurne et nocturne et en point 4 (R2) en période diurne. Il conviendrait de s'assurer de la représentativité des résultats compte tenu des emplacements choisis pour les points de mesure.</p> <p>Réponse du 23 juillet 2021 : Nous avons demandé au même prestataire une nouvelle série de mesures sur les points en dépassement (commande du 20 juillet 2021)</p> <p>La dernière série de mesure confirme le dépassement en émergence de nuit au point n°2 : l'émergence mesurée est de 10,5 dB(A) pour un niveau prescrit de 3 dB(A). Un nouveau bâtiment est en construction. L'exploitant propose de réaliser une nouvelle mesure des niveaux sonores après construction du nouveau bâtiment. A ce jour, aucune plainte relative à des nuisances sonores à l'encontre de l'établissement n'a été reçue en préfecture.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite de l'inspection du 22 avril 2021 - NC10

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 7.2.1
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de Données Sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte. L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : La FDS transmise est conforme à l'art 31 du titre IV du règlement européen CE N°1907/2006 - REACH
Observations : Inspection du 22 avril 2021 NC10 : La FDS présentée n'est pas rédigée en français Réponse du 23 juillet 2021 : La FDS rédigée en français a été reçue le 8 juillet 2021. L'exploitant a transmis cette FDS le 23 juillet 2021 dans son courrier en réponse du 23 juillet 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite de l'inspection du 22 avril 2021 - NC11

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2012, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,• 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,• dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.
Constats : Aucun écart relevé
Observations : Inspection du 22 avril 2021 NC11 : Des déchets sont stockés à l'extérieur hors rétention à proximité du local alcool. Réponse du 23 juillet 2021 : L'enlèvement de ces déchets a eu lieu le lundi suivant votre visite. Dans sa réponse, l'exploitant joint une photographie du 27 avril 2021 et un extrait du registre des déchets justifiant de l'enlèvement par la société ALLARD le 26 avril 2021 pour traitement chez SUEZ RR IWS CHEMICALS FRANCE à Gennevilliers (92).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet